



A COMPLETER, PARAPHER ET SIGNER

PROJET DE MARCHÉ B24-04530-ST

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,
dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019
représenté par Madame Julie GALLAND, agissant en qualité de Directrice de la DRT,
ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société _____,
dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____ sous
le numéro R.C.S _____,
représentée par Madame/ Monsieur _____,
agissant en qualité de _____,
ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS.....	4
3.1 - Correspondants du CEA	4
3.2 - Correspondants transitaire du CEA Grenoble [pour fournisseurs étrangers hors Union européenne]	4
3.3 - Correspondants du Titulaire	4
ARTICLE 4 - CONTROLE SUR LE LIEU DE FABRICATION.....	5
ARTICLE 5 - DELAIS.....	5
ARTICLE 6 - EMBALLAGE – TRANSPORT - LIVRAISON	5
ARTICLE 7 - DOCUMENTS A REMETTRE A LA LIVRAISON	6
ARTICLE 8 - MONTAGE - ESSAIS - MISE EN SERVICE	6
ARTICLE 9 - RECEPTION.....	6
ARTICLE 10 - FORMATION :	7
ARTICLE 11 - GARANTIE	7
ARTICLE 12 - MAINTENANCE.....	8
ARTICLE 13 - PRIX	8
ARTICLE 14 - PENALITES.....	8
ARTICLE 15 - CONDITIONS DE FACTURATION	9
ARTICLE 16 - RETENUE DE GARANTIE.....	9
ARTICLE 17 - MODALITES DE PRELEVEMENT ET DE REMBOURSEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE	10
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE REGLEMENTS	10
ARTICLE 19 - REGIME FISCAL [si marché en France A adapter].....	11
REGIME FISCAL ET DOUANIER [obligatoire si marché à l'étranger si marché dans l'UE supprimer le § Régime Douanier]	11
ARTICLE 20 - RESPECT PAR LE TITULAIRE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE	12
ARTICLE 21 - – ASSURANCE	13
ARTICLE 22 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE.....	13
ARTICLE 23 - CONCLUSION DU MARCHE	13

ARTICLE 1 -OBJET

1.1 Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, **la fourniture d'un équipement 200 mm de dépôts PLD (Pulsed Laser Deposition).**

1.2 Le présent marché comporte :

- Une tranche ferme correspondant à l'équipement de base,
- Une tranche optionnelle n°1 relative à la fourniture d'une chambre PLD, ci-après dénommé le « Matériel ».

Le CEA peut affermir la tranche optionnelle par notification sur PLACE au plus tard 1 an après la notification du présent marché.

1.3 Le présent marché comporte également les options* suivantes :

Obligatoires :

- OPT1 : Formation à la Maintenance de 1er niveau

Facultatives :

- OPT2 : Formation à la Maintenance avancée
- OPT3 : Possibilité d'upgrader l'équipement en 300 mm plus tard
- OPT4 : Echangeurs de chaleur et systèmes de refroidissement
- OPT5 : Transformateur électrique
- OPT6 : Transport, assurance comprise, selon les conditions DAP CEA Grenoble (Convention Incoterms ICC 2020)

Le CEA lève au plus tard les options à la date de notification du marché.

L'absence de levée/d'affermissement de tout ou partie des options ou des tranches optionnelles n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

L'équipement de base, les tranches optionnelles affermies à la notification du marché et les options levées sont ci-après désignées ensemble par le terme « L'Equipement / Matériel ».

****à finaliser dans le contrat définitif***

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé B24-04530-ST avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (cahier des charges référencé DPFT/SDEP/24.030/GK, plans, etc.) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée [] du [], à titre supplétif.

(à compléter par le soumissionnaire)

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent marché :

- annexe n°1 « caution bancaire ».

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1 - Correspondants du CEA

Correspondants techniques :

Kévin Guy - Tél : 04.38.78.25.68

E-mail : kevin.guy@cea.fr

Barbara FRANCOGLIO - Tél : 04.38.78.44.58

E-mail : barbara.francoglio@cea.fr

Delphine GRISARD- Tél : 04.38.78.39.61

E-mail : delphine.grisard@cea.fr

Correspondantes commerciales :

Syrqa TURGANALIEVA Service des Marchés et Achats

Tél : 04.38.78.30.71. - E-mail : syrqa.turganalieva@cea.fr

Anne MANGIN – Service des Marchés et Achats

Tél : 04.38.78.05.26. - E-mail : anne.mangin@cea.fr

Comptabilité fournisseur :

Email : S3C_GRE@cea.fr

RELANCES@cea.fr

Tél : 01 69 08 47 50

3.2 - Correspondants transitaire du CEA Grenoble [pour fournisseurs étrangers hors Union européenne]

Pour les formalités de dédouanement, le Titulaire doit s'adresser à :

ZIEGLER

23 Rue de Brotterode

38950 - St Martin le Vinoux

France

Vos correspondants : cea.grenoble@zieglergroup.com

Tel : +33 4 76 56 57 12

3.3 - Correspondants du Titulaire

Correspondant technique :

Tél : _____

E-mail : _____

Correspondant commercial :

Tél : _____

E-mail : _____

(à compléter par le soumissionnaire)

ARTICLE 4 - CONTROLE SUR LE LIEU DE FABRICATION

Le contrôle est réalisé en présence du responsable technique du CEA ou de son représentant dûment qualifié, prévenu au moins quinze jours auparavant par le Titulaire et par écrit de la disponibilité de l'Equipement.

Ce contrôle donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal rédigé par le CEA et signé des deux parties.

Le contrôle réalisé par le CEA ne dégage en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité du matériel à l'ensemble des textes en vigueur, notamment en matière de santé et de sécurité au travail, à l'obligation de fournir les certificats correspondants et plus généralement sa responsabilité au titre des obligations contractuelles.

Le Titulaire ne peut pas procéder à l'expédition de l'Equipement avant la levée de toutes les réserves éventuellement mentionnées sur le procès-verbal ou avant l'accord explicite du CEA.

ARTICLE 5 -DELAIS

T₀ étant la date de notification du présent marché/affermisssement de la tranche optionnelle,

T₁ étant la date d'arrivée de l'Equipement/du Matériel de la tranche ferme/tranche optionnelle sur le site de Grenoble,

le Titulaire doit respecter les délais suivants **[à compléter par le soumissionnaire]** :

Jalons	Tranche ferme	Tranche optionnelle
Contrôle sur le lieu de fabrication	T ₀ + [] mois	T ₀ + [] mois
Fourniture de l'annexe H au format CEA, et des plans avec zones de maintenance en version finale, au format .dxf ou .dwg, correspondant à la configuration définitive de l'Equipement /Matériel	T ₁ – 6 mois	T ₁ – 6 mois
Mise à disposition de l'Equipement/Matériel	T ₀ + [] mois, si incoterm FCA	T ₀ + [] mois, si incoterm FCA
Livraison de l'Equipement/Matériel	T ₀ + [] mois, si incoterm DAP	T ₀ + [] mois, si incoterm DAP
Réalisation des travaux de montage, mise en service et essais sur le site (cf § 13.3 du cahier des charges)	T ₁ + [] mois	T ₁ + [] mois
Réception de l'Equipement suite à la réalisation satisfaisante des tests définis dans le cahier des charges (cf § 13.5 du cahier des charges)	T ₁ + [] mois	T ₁ + [] mois

***à finaliser dans le contrat définitif**

ARTICLE 6 - EMBALLAGE – TRANSPORT - LIVRAISON

- **Si le CEA prend en charge le transport*** :

L'Equipement est emballé sous la responsabilité du Titulaire.

L'incoterm retenu est FCA USINE **(ville/pays à préciser par le soumissionnaire)** (Selon la convention de la CCI – Incoterms 2020).

Le Titulaire informe le CEA du lieu d'enlèvement de l'Equipement/Matériel, libre de toute contrainte de manutention.

Le transfert des risques intervient lors de la mise à disposition de l'Equipement/Matériel.

- **Si le transport est confié au Titulaire*** :

L'Équipement est emballé et transporté sous la responsabilité du Titulaire.

L'Incoterm retenu est DAP **CEA Grenoble** (Selon la convention de la CCI – Incoterms 2020).

Le transfert des risques a lieu à la livraison.

***A finaliser dans la commande définitive**

Les livraisons sont uniquement effectuées du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00. Toute livraison doit être faite au Bâtiment « RECEPTION » du CEA sous peine de retard important dans les règlements.

L'adresse du bâtiment réception est :

CEA GRENOBLE
BATIMENT RECEPTION
17 Rue des Martyrs
38054 GRENOBLE CEDEX 9

Le Titulaire doit impérativement indiquer sur l'étiquette d'identification des colis (dans le bordereau de livraison intérieur) le numéro complet du présent marché.

Zone à Faibles Emissions

Le CEA Grenoble étant situé dans une Zone à Faibles Emissions (ZFE) pour les véhicules utilitaires légers et poids lourds, le Titulaire, son personnel et ses sous-traitants éventuels doivent se conformer à la réglementation au vigueur.

ARTICLE 7 - DOCUMENTS A REMETTRE A LA LIVRAISON

Le Titulaire remet au CEA, à la livraison de l'Équipement, toute la documentation afférente : certificat de conformité CE, notice de fonctionnement, notice d'utilisation avec plans et schémas électriques, manuel de maintenance, notice d'entretien, et instructions de sécurité et tous documents mentionnés dans le cahier des charges en langue française ou anglaise.

Les instructions de sécurité doivent être impérativement remises en langue française.

A défaut il est fait application de l'article 35 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 8 - MONTAGE - ESSAIS - MISE EN SERVICE

Il est fait application de l'article 32 des CGA du CEA.

Le Titulaire affecte aux travaux de montage, mise en service et essais sur le site, le personnel qualifié et les moyens appropriés pour en assurer la bonne exécution, le contrôle et les essais de bon fonctionnement.

A l'issue de ces travaux, il est procédé à la Réception de l'Équipement/Matériel.

ARTICLE 9 - RECEPTION

La Réception est prononcée après livraison complète de l'Équipement/Matériel et à la fin des opérations d'installation, de mise en service, et après essais satisfaisants tels que spécifiés à l'article 13.5 du cahier des charges, sous réserve de sa conformité aux exigences spécifiées dans le cahier des charges et conformément aux dispositions du chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Cette Réception fait l'objet d'un procès-verbal rédigé par le CEA et signé contradictoirement par les représentants du CEA et du Titulaire.

Le transfert de propriété de l'Équipement/Matériel a lieu à la date de la signature du procès-verbal de Réception.

ARTICLE 10 - FORMATION :

Le Titulaire s'engage à dispenser dans les conditions précisément décrites au cahier des charges une formation portant sur :

- l'utilisation et la sécurité de l'Équipement/Matériel pour 3 personnes pendant [] jours,
- la maintenance de premier niveau pour 3 personnes pendant [] jours,
- la maintenance avancée pour 2 personnes pendant [] jours.

ARTICLE 11 –GARANTIE

Nonobstant la garantie légale, l'Équipement/Matériel est garanti [] an(s) (au moins un an) à dater de la Réception contre tout vice de matière, de fabrication, de montage et de fonctionnement, en conformité avec les spécifications techniques du cahier des charges.

Cette garantie couvre les pièces (hors consommables), la main d'œuvre, les transports et les déplacements.

Pendant la période de garantie, le Titulaire s'engage à intervenir pour les dépannages au plus tard dans les 2 (deux) heures ouvrables suivant la réception d'un courrier électronique de demande d'intervention du CEA. Ces prestations sont effectuées tous les jours, du lundi au vendredi de 8 heures à 17 heures.

Il est entendu que l'envoi du courrier électronique doit être précédé d'un entretien téléphonique avec le responsable technique du Titulaire en vue d'un diagnostic.

Le personnel du Titulaire chargé des dépannages a accès à l'Équipement/Matériel, sous réserve du respect des clauses d'hygiène et de sécurité décrites dans les conditions générales du CEA et que les opérations n'apportent pas une gêne anormale aux utilisateurs.

En cas de réparation chez le Titulaire celui-ci est responsable de la garde et de l'emploi de l'Équipement/Matériel, propriété du CEA, à compter de sa prise en charge sur le site CEA et après signature d'un procès-verbal émis par le CEA et signé contradictoirement par les Parties.

Les risques seront de nouveau transférés au CEA au moment de la signature contradictoire par les Parties du procès-verbal de retour de l'Équipement/Matériel sur le site de Grenoble.

Le Titulaire a la charge de tous les frais liés au transport de l'Équipement (aller/retour).

Pénalités pendant la période de garantie

Les temps de disponibilité de l'Équipement/Matériel pendant la période de garantie doivent être conformes aux spécifications mentionnées dans le cahier des charges.

Dans le cas où, l'un au moins des 2 paramètres (Disponibilité ou MTBF¹), relevés durant la période de garantie, ne tient pas les spécifications, la période de garantie est automatiquement prolongée d'une durée de 3 MOIS.

Durant cette extension, le Titulaire réalise toutes les actions correctives nécessaires pour atteindre les spécifications. Si, à l'issue de cette période d'extension de la garantie, les spécifications ne sont toujours pas atteintes, la garantie est à nouveau étendue par période de 3 MOIS jusqu'à obtention des spécifications.

¹ MTBF : Mean Time Between Failure (Temps moyen entre pannes)

ARTICLE 12 - MAINTENANCE

Le Titulaire s'engage à être en mesure d'assurer la maintenance préventive et corrective de l'Équipement/Matériel à l'issue de la période de garantie et ce, pendant une durée minimum de 10 années.

Le CEA se réserve la possibilité de confier au Titulaire la maintenance de l'Équipement/Matériel dans le cadre d'un marché ultérieur et spécifique qui en précisera les modalités d'exécution (y compris la durée).

Dans cette hypothèse, les termes et les conditions financières de ce marché ne sauraient être moins avantageux au CEA que ceux établis dans la proposition du Titulaire en date du [] référence [].

La proposition de maintenance du Titulaire doit être conforme aux spécifications techniques du cahier des charges visé à article 2.

Les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) citées à l'article 2 seront applicables au marché de maintenance de l'Équipement/Matériel et fourniture des pièces détachées associées.

ARTICLE 13 - PRIX

Le prix ferme et forfaitaire du marché est de _____ € HT (_____ euros hors taxes).

Ce prix comprend l'emballage, le transport*, l'installation, la mise en service au CEA/Grenoble, la garantie et la formation des utilisateurs.

Ce prix se décompose comme suit :

Postes	Montants en € HT
Tranche ferme : Equipement de base	
Tranche optionnelle n°1 : Fourniture d'une chambre PLD	
OPT1 : Formation à la Maintenance de 1er niveau	
OPT2 : Formation à la Maintenance avancée	
OPT3 : Possibilité d'upgrader l'équipement en 300 mm plus tard	
OPT4 : Echangeurs de chaleur et systèmes de refroidissement	
OPT5 : Transformateur électrique	
OPT6 : Transport DAP*	

***A finaliser dans la commande définitive**

ARTICLE 14 -PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

14.1- En cas de non-respect des délais contractuels, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur 1000 euros du montant HT du marché par jour calendaire de retard.

Les pénalités appliquées au titre de ce paragraphe sont plafonnées à hauteur de 10% du montant HT du marché.

14.2- Par ailleurs, en dehors des cas visés à l'alinéa ci-dessus, dans l'hypothèse où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure et pour le cas où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA applique une pénalité de 1000 euros par jour calendaire de retard.

14.3- Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.
Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché. Dans l'hypothèse d'une résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de résiliation.
Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 15 - CONDITIONS DE FACTURATION

Les factures sont établies selon l'échéancier suivant

15.1- Equipement/Matériel

- 30 % du montant HT de l'Equipement/Matériel et les taxes afférentes aux approvisionnements principaux identifiés comme étant la propriété du CEA et éventuellement contrôlés.

Le Titulaire reste débiteur de ce terme jusqu'à prononciation de la Réception.

- 65 % du montant HT de l'Equipement/Matériel et les taxes afférentes à la Réception.

- 5 % du montant HT de l'Equipement/Matériel à l'expiration du délai de garantie, sur demande de paiement en l'absence de vice et défaut.

Toutefois, ce dernier terme peut être réglé contre remise d'une caution bancaire équivalente délivrée par un organisme agréé par le CEA dont la mainlevée est prononcée à l'expiration du délai de garantie.

Il est précisé que chaque facture doit reprendre le terme de paiement antérieur déjà facturé par le Titulaire.

15.2- Formations

- 100 % du montant HT de la/des formation(s) et les taxes afférentes à la réalisation des prestations correspondantes.

15.3-Transport

- 100 % du montant HT du transport et les taxes afférentes à la livraison de l'Equipement/Matériel.

**A finaliser dans le contrat définitif*

ARTICLE 16 - RETENUE DE GARANTIE

Au titre du présent marché il est prévu une retenue de garantie à la charge du Titulaire. Celle-ci a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception de l'Equipement/Matériel objet du Marché et le cas échéant, les dysfonctionnements ou malfaçons formulés pendant le délai de garantie.

Le montant de la retenue de garantie est fixé à 5% du montant du marché initial augmenté, le cas échéant, des montants des options.

Une caution bancaire peut être établie selon le formulaire en annexe, en substitution de la retenue de garantie. Cette garantie de substitution est constituée pour le montant total HT du marché y compris les modifications en cours d'exécution. Le montant de la garantie de substitution ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Lorsque le Titulaire du marché est un groupement d'entreprises solidaire (GMES), la garantie de substitution est fournie par le mandataire pour le montant total HT du marché.

ARTICLE 17 -MODALITES DE PRELEVEMENT ET DE REMBOURSEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE

La retenue de garantie est prélevée sur le dernier terme de paiement figurant à l'article « CONDITIONS DE FACTURATION » du marché.

Néanmoins ce dernier terme de paiement pourra être réglé en intégralité, contre remise d'une caution personnelle et solidaire de même montant, ou d'une garantie à première demande. La main levée de la caution ou de la garantie à 1ère demande interviendra à l'expiration du délai de garantie prévu au présent marché, si les réserves ont bien été levées.

La retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie. Toutefois, si des dysfonctionnements ou des malfaçons ont été notifiés au Titulaire pendant le délai de garantie et s'ils n'ont pas été levés avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date effective de leur levée.

Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. Toutefois, si des réserves ont été notifiées pendant le délai de garantie au titulaire du marché et aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

ARTICLE 18 – CONDITIONS DE REGLEMENTS

Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE
Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent marché.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux conditions de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative à la dématérialisation des factures, complétées par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 19 - REGIME FISCAL **[si marché en France A adapter]**

[Article 19 applicable si le Titulaire est une société de droit français et que l'Équipement ne provient pas d'un pays tiers hors Union Européenne]*

[Article 19 à adapter si le Titulaire est une société de droit français et que l'Équipement provient d'un pays tiers hors Union Européenne : à finaliser dans le marché définitif]*

Le régime des taxes applicables au présent marché est celui de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1^{er} janvier 2023, seront soumis à TVA.

OU **[Choix à finaliser dans le marché définitif]**

REGIME FISCAL ET DOUANIER **[obligatoire si marché à l'étranger si marché dans l'UE supprimer le § Régime Douanier]**

[Article 19 applicable si le Titulaire n'est pas une société de droit français]*

[Article 19 à finaliser dans le marché définitif : si le Titulaire est un membre de l'Union Européenne, il faut supprimer applicable 19.2 « Régime douanier ».*

19.1 - Régime fiscal

Le régime des taxes applicables au présent marché est celui de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1^{er} janvier 2023, seront soumis à TVA.

L'importation de l'équipement objet du marché entre dans le champ d'application de la TVA française en vertu des dispositions des article 32 et 60 de la Directive 2006/112/CE.

Conformément aux dispositions de l'article 201 de la même Directive, l'importateur est redevable de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. L'importateur acquittera les droits de douane et la TVA due à l'importation, directement auprès de la Douane française.

En fonction de l'option retenue, la prestation de transport sera comprise dans le montant de l'assiette de la TVA, en application de l'article 292 du Code Général des Impôts. Celle-ci est constituée par la valeur définie par la législation douanière, conformément à l'article 71 du Code des Douanes de l'Union.

19.2 - Régime douanier :

[Article 19.2 à conserver uniquement si le Titulaire est un pays tiers hors Union Européenne].*

Le Titulaire s'engage à livrer au CEA les biens après dédouanement à l'exportation et à prendre en charge l'obtention des éventuelles licences d'exportation du bien objet du présent marché.

Le titulaire s'oblige à indiquer sur les documents commerciaux le numéro de nomenclature douanière ainsi que l'origine de la marchandise et le pays de dernière provenance.

Le CEA, Etablissement Public de recherche, peut bénéficier d'une franchise des droits de douane pour les instruments et appareils scientifiques, pièces de rechange, d'éléments, d'accessoires et d'outils spécifiques (règlement CE 1186/2009), sous réserve que les caractéristiques techniques objectives et les résultats attendus soient exclusivement ou principalement aptes à la réalisation d'activités scientifiques et que les importations considérées soient sans but lucratif.

De ce fait, le Titulaire s'engage à fournir, en temps utiles, tous les documents nécessaires au dépôt par le CEA de la demande de franchise de droits de douane.

A défaut, le montant des droits de douane indûment payés par l'importateur restera à la charge exclusive du Titulaire.

Le dédouanement de la marchandise sera pris en charge par le représentant en douane agréé du CEA/Grenoble c'est-à-dire la société ZIEGLER, située 23 rue de Brotterode, 38950 Saint Martin le Vinoux, depuis le départ de la marchandise avec les numéros de LTA (airway bill) en cas de transport aérien ou d'une copie du connaissement (bill of lading) en cas de transport maritime, et la facture accompagnant le transport.

ARTICLE 20 -RESPECT PAR LE TITULAIRE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification , jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

ARTICLE 21 — ASSURANCE

Les dispositions de l'article 38 des CGA s'appliquent pleinement au présent marché.

ARTICLE 22 -LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE

Il est expressément convenu que l'exécution du présent marché est soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble

ARTICLE 23 - CONCLUSION DU MARCHE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,

ANNEXE 1 – CAUTION BANCAIRE – GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

CAUTION BANCAIRE — en remplacement de retenue de garantie (à établir sur papier à en-tête de l'établissement financier)

A - Identification du bénéficiaire de la caution, du titulaire du marché et de l'établissement financier apportant sa caution

Bénéficiaire de la caution : Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA),..... (indiquer l'adresse du centre du CEA) ou toute entité le substituant, Représenté par M., en qualité de :

Titulaire du Marché :

SA. au capital de :

Numéro d'immatriculation RCS Dont le siège social est à :

Représenté par M., en qualité de :

Etablissement financier apportant sa caution :

Dont le siège social est à :

Représenté par M. en qualité de :

Objet du Marché :

Référence et date du Marché :

Date prévue pour la réception

B – Engagement

1. L'Etablissement financier déclare se porter caution personnelle et solidaire du Titulaire du Marché référence en remplacement et pour le montant de la retenue de garantie de ... % prévue dans l'article dudit Marché, pour un montant de (indiquer la devise) (en chiffres et en lettres).

2. L'engagement de caution couvre toutes les créances que le CEA sera amené à détenir en application des dispositions du Marché référence, dans la limite du montant de la retenue de garantie et pendant le délai de garantie prévu dans le Marché.

3. Lorsque la ou les créances du CEA seront exigibles, celui-ci adresse tous justificatifs par Lettre recommandée avec Avis de réception à l'Etablissement financier. Tous les frais et droits auxquels le présent engagement ou son exécution donneront lieu seront acquittés par l'Etablissement financier qui s'y oblige.

4. Toutes les sommes dues par le Titulaire du Marché référence et dont l'origine serait antérieure à la réception par le CEA de la notification de dénonciation seront garanties par le présent engagement.

5. L'Etablissement financier renonce expressément au bénéfice de discussion et de division.

6. Le présent engagement prendra effet le, et ce pour une durée de..... (mois ou années). Cet engagement sera prolongé en cas de notification par le CEA de son opposition à la mainlevée motivée par l'inexécution des obligations du Titulaire.

Fait à, le

Signature de l'Etablissement financier :

(Faire précéder la signature de la formule manuscrite suivante « bon pour caution solidaire et indivisible à hauteur de (devise) (en chiffres et en lettres) en principal, intérêts, frais et accessoires).

Modèle de GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE

(Remplaçant la retenue de garantie en application des articles R. 2191-36 et R. 2391-25 du code de la commande publique)

A. – Identification de la personne publique qui passe le marché, du titulaire du marché et de la personne qui apporte sa garantie

Personne publique qui passe le marché (nom, adresse, direction, sous-direction, bureau, télécopie, téléphone, courriel) :

Titulaire du marché (dénomination et adresse) :

Organisme apportant sa garantie (dénomination et adresse) :

Objet du marché :

Numéro et date du marché :

Date (indicative) prévue pour la réception :

Montant garanti (qui ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie (1) que la présente garantie remplace) :

Le présent engagement correspond (2) :

- ☐ A la garantie du marché de base ;
- ☐ A un complément de garantie au titre de l'avenant n°

B. – Engagement

Je m'engage à payer à première demande, dans la limite du montant garanti, les sommes que la personne publique pourrait demander pour couvrir les réserves à la réception des travaux, fournitures ou services ainsi que celles formulées pendant le délai de garantie du marché.

Le paiement interviendra dans un délai de quinze jours à compter de la réception par mes services d'un dossier comportant la photocopie des pièces suivantes :

1. Si l'entreprise est en redressement ou en liquidation judiciaire : jugement prononçant la liquidation judiciaire ou prononçant le redressement judiciaire et ne permettant pas à l'entreprise de couvrir les réserves à la réception des travaux, fournitures ou services ainsi que celles formulées pendant le délai de garantie du marché.

2. Autres cas :

- mise en demeure au titulaire d'exécuter les travaux ou services ou de livrer les fournitures, ou références de l'article du marché dispensant la personne publique de cette mise en demeure ;
- certificat administratif indiquant que les travaux ou services n'ont pas été exécutés ou les fournitures livrées malgré l'expiration du délai fixé dans la mise en demeure ;
- décision de mise en régie ou d'exécution aux frais et risques des travaux ou services ou des livraisons des fournitures concernés.

3. Pièce à fournir dans les cas 1 et 2 : certificat administratif indiquant le montant estimé, du fait des réserves formulées, du surcoût d'achèvement des travaux ou services ou des livraisons de fournitures.

Le montant qui me sera réclamé ne pourra être supérieur au montant indiqué dans le certificat administratif sans pouvoir dépasser le montant garanti. Je procéderai au paiement dès lors que j'aurai reçu l'ensemble des pièces énumérées ci-dessus sans soulever aucune contestation quant à leur contenu.

Les sommes payées resteront acquises à la personne publique quel que soit le motif d'inexécution des travaux ou services ou des livraisons des fournitures, même en cas de force majeure, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du titulaire, mon engagement étant autonome par rapport aux éventuelles dettes de ce dernier.

La présente garantie prendra fin dans les conditions prévues à l'article R. 2191-42 et R. 2391-25 du code de la commande publique.

Par ailleurs, je certifie avoir été agréé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution mentionnée à l'article L. 612-1 du code monétaire et financier.

Le droit français est seul applicable au présent engagement ; les tribunaux français sont seuls compétents.

A....., le

Signature du représentant de l'organisme apportant sa garantie